

# PRIORENO

## CONVENTION D'ACCES, D'ACCOMPAGNEMENT ET DE VALORISATION DU DISPOSITIF PRIORENO POUR LES COLLECTIVITES ADHERENTES DU SYNDICAT MIXTE D'ENERGIE ORGE YVETTE SEINE (SMOYS)

La présente convention d'accès, d'accompagnement et de valorisation du dispositif pour le SMOYS et ses collectivités adhérentes souscrivant à Prioréno est conclue entre les soussignés :

**Le Syndicat Mixte d'Energie Orge Yvette Seine (SMOYS)**, Autorité concédante d'électricité et de Gaz, dont le siège social est situé à Sainte-Geneviève-des-Bois et dont le SIRET est le 25910245700027, et représenté par son Président, Monsieur Xavier DUGOIN, dûment habilité par délibération du 18 avril 2023 de son comité syndical

Ci-après dénommé, « **le SMOYS** »,

**La Caisse des dépôts et consignations**, Etablissement spécial dont le siège est situé 56 rue de Lille 75356 Paris 07 SP, représenté par le Directeur Régional de la Banque des Territoires, Richard CURNIER, dûment habilité par arrêté du Directeur général,

Ci-après dénommée « **la CDC ou la Caisse des Dépôts** »

**Enedis**, Société Anonyme à directoire et à conseil de surveillance, au capital de 270 037 000 €, dont le siège social est situé Tour Enedis, 34, Place des Corolles, 92079 Paris La Défense Cedex, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 444 608 442, et représentée par **XXX**, dûment habilité à cet effet,

Ci-après dénommée « **Enedis** »

**GRDF**, Société Anonyme au capital de 1.800.745.000 €, ayant son siège social 6, rue Condorcet 75009 à Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 444 786 511, et représentée par **XXX**, dûment habilité à cet effet,

Ci-après dénommé « **GRDF** »

Ci-après dénommées, individuellement, une « **partie** » et, ensemble, les « **parties** ».

## PREAMBULE :

Dans le cadre de la stratégie nationale bas carbone (SNBC), la France doit réduire sa consommation en énergie et accélérer la rénovation énergétique de son parc de bâtiments.

La rénovation énergétique des bâtiments, en particulier des bâtiments publics, est un enjeu majeur de la transition énergétique et constitue l'un des pivots principaux des engagements pris au niveau national en matière d'énergie renouvelable. A ce titre, la rénovation énergétique des bâtiments publics s'inscrit notamment dans le Plan de relance français décidé en 2020, soutenu par les ambitions européennes de neutralité carbone et l'initiative « Renovation wave », qui fait suite à l'annonce du Green Deal Européen.

La **Caisse des Dépôts** et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays agissant en appui des politiques publiques conduites par l'Etat et les collectivités locales. En son sein, la Banque des Territoires, direction de l'établissement public Caisse des Dépôts, (ci-après « **La Banque des Territoires** » ou « **la BDT** ») partenaire privilégiée des collectivités territoriales, les accompagne dans la réalisation de leurs projets de développement en renforçant son appui aux acteurs du territoire afin de mieux répondre à leurs besoins.

Dans ce cadre, **la Caisse des Dépôts, Enedis et GRDF** ont décidé de travailler ensemble dans le cadre d'une approche partenariale afin de déployer, à destination des collectivités, un service non facturé d'aide à la décision permettant un pré-ciblage indicatif des bâtiments publics dont les études de rénovation sont à lancer en priorité en lien avec des expertises reconnues : Prioréno.

Après une première phase d'expérimentation, ce service a été industrialisé et a été progressivement ouvert aux collectivités à compter d'octobre 2022 ; dans le cadre d'un dispositif assis sur le principe de versions successives, les fonctionnalités évoluant au cours du temps.

Le **SMOYS** est un syndicat mixte d'énergie dont la mission est l'organisation et la gestion du service public de distribution d'électricité et de gaz, et les infrastructures de charge à destination des voitures électriques et hybrides. Le SMOYS a pour ambition de mobiliser son expertise technique pour accompagner ses collectivités adhérentes dans leurs projets de rénovation de leurs bâtiments pour tendre vers des objectifs d'efficacité et de sobriété énergétiques et a fait partie des premiers expérimentateurs du dispositif.

La Banque des Territoires, Enedis et GRDF sont mobilisés aux côtés du SMOYS pour répondre aux défis de sa transition écologique et énergétique.

La présente convention vise à définir le cadre et les modalités de mise à disposition gracieuse du dispositif Prioréno, de l'accompagnement spécifique et de la valorisation dont pourra bénéficier le SMOYS et ses collectivités adhérentes dans une approche partenariale.

**CECI ETANT RAPPELE, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :**

## **ARTICLE 1 - DÉFINITIONS**

Les termes débutant par une majuscule au sein de la présente convention, qu'ils soient utilisés au singulier ou au pluriel, auront la signification qui leur est donnée ci-après.

- **Apports** : toutes données, informations, connaissances, savoir-faire, expertise, documents, logiciels et autres ressources ou biens, protégés ou non par un droit de propriété intellectuelle, détenus par ou appartenant à une partie avant la date d'entrée en vigueur de la présente convention, et mis en œuvre par cette partie pour les besoins de ce projet ou mis à disposition des autres parties intervenant dans ce projet.
- **Données à Caractère Personnel ou DCP** : désigne aux termes de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute donnée relative à une personne physique identifiée ou qui peut être identifiée, directement ou indirectement, par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments qui lui sont propres. Pour déterminer si une personne est identifiable, il convient de considérer l'ensemble des moyens en vue de permettre son identification dont dispose ou auxquels peut avoir accès le responsable du traitement ou toute autre personne.
- **Informations Confidentielles** : toutes données et informations de quelque nature que ce soit appartenant à ou détenues par une autre partie, que celle-ci aurait expressément identifiées comme confidentielles, mises à disposition de la partie réceptrice par la partie émettrice ou dont la partie réceptrice pourrait avoir connaissance dans le cadre de l'exécution de la présente convention.
- **Informations Commercialement Sensibles ou ICS** : désigne toute information « *d'ordre économique, commercial, industriel, financier ou technique dont la communication serait de nature à porter atteinte aux règles de concurrence libre et loyale et de non-discrimination imposées par la loi* », et dont Enedis, en tant que gestionnaire du réseau public de distribution, doit préserver la confidentialité, conformément aux articles L. 111-73 et R. 111-26 et suivants du code de l'énergie.
- **Résultats** : toutes données, informations, connaissances, savoir-faire, documents, créations ou innovations, protégeables ou non par un droit de propriété intellectuelle, résultant de l'exécution du projet par une ou plusieurs parties. Les résultats sont distincts des apports.

## **ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION D'ACCES, D'ACCOMPAGNEMENT ET DE VALORISATION DU DISPOSITIF PRIORENO POUR LE SMOYS ET SES COLLECTIVITES ADHERENTES**

La présente convention (ci-après dénommée la « **convention** ») a pour objet de définir les engagements des parties au titre du projet défini au préambule ainsi que l'allocation des droits de propriété intellectuelle sur les apports des parties au projet et sur les résultats.

## **ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DES PARTIES**

Chaque partie s'engage dans le cadre défini ci-dessus à collaborer au mieux avec les autres parties afin d'assurer le bon déroulement du projet.

À ce titre, chaque partie s'engage à mobiliser les ressources humaines et matérielles appropriées, ainsi que les droits de propriété éventuels dans les conditions de l'article 4, et les apports afin d'assurer la bonne exécution du projet et de favoriser l'obtention des résultats attendus.

Chaque partie s'engage à assurer la protection des apports des autres parties contre les accès de tiers.

Chaque partie s'engage également à assurer le suivi et le bon déroulement du projet.

### **3.1 : Engagement du SMOYS**

Le SMOYS s'engage à transmettre dans les 30 jours à compter de la signature de la présente convention, un courrier joint à un email envoyé à l'ensemble de ses 69 collectivités adhérentes leur présentant la structuration d'une démarche partenariale leur permettant de bénéficier de Prioréno avec un accompagnement spécifique.

Les adhérents souhaitant en bénéficier devront transmettre à la Caisse des Dépôts une convention d'autorisation de collecte des données Enedis et GrDF via le modèle de consentement disponible en annexe 1 pour pré-validation par la Banque des Territoires dans le cadre de cet accompagnement, puis l'intégrer directement à la plateforme. Les PRM du parc de bâtiments des collectivités adhérentes au SMOYS souscrivant à Prioréno seront listés dans le fichier disponible en annexe 3. Enfin, les efforts seront réalisés afin de pouvoir bénéficier des données OPERAT lorsqu'elles sont disponibles, en amont de l'ouverture du compte, à la seule fin de mise en convergence des données de surface pour les bâtiments des collectivités adhérentes.

A cette fin, une réunion permettra de fixer les conditions techniques de réussite opérationnelle de ce déploiement.

Le SMOYS s'engage à partager son retour d'expérience dans le cadre de sa mission d'accompagnement des communes en sa qualité de conseiller en énergie partagée, au travers d'un atelier dans un délai de neuf mois après réception des résultats. Dans l'intérêt du partenariat quadripartite, il pourra également faire témoigner les communes qui auraient fait directement usage de Prioréno.

Enfin, s'agissant du sujet spécifique du potentiel d'installation photovoltaïque : le SMOYS bénéficiera en primeur des données qui seront mises en production grâce au partenaire NAMR dans Prioréno. Le SMOYS s'engage à analyser ces données, fournir un avis et surtout faire des recommandations sur la meilleure façon de les intégrer en l'état dans le dispositif Prioréno.

### **3.2 – Engagements d'Enedis**

A réception du modèle de consentement signé par chaque collectivité adhérente membre du SMOYS (dont le modèle est disponible en annexe 1) et du recensement des PRM complété par chacune de ces villes (dont le modèle est disponible en annexe 3), Enedis s'engage à mettre à disposition via son API dédiée les données de consommation énergétique pour chacun des points de livraison faisant l'objet d'une autorisation d'accès à la Caisse des Dépôts pour les usages de Prioréno.

### **3.3 – Engagements de GRDF**

A réception du modèle de consentement signé par chaque collectivité adhérente membre du SMOYS (dont le modèle est disponible en annexe 1) et du recensement des PRM complété par chacune de ces villes (dont le modèle est disponible en annexe 3), GRDF s'engage à mettre à disposition via son API dédiée les données de consommation énergétique pour chacun des points de livraison faisant l'objet d'une autorisation d'accès à la Caisse des Dépôts pour les usages de Prioréno.

### 3.3 : Engagement de la Caisse des Dépôts

La Banque des Territoires, pour le Groupe Caisse des Dépôts, s'engage à apporter aux collectivités adhérentes du SMOYS souhaitant bénéficier de Prioréno un accompagnement spécifique autour du dispositif Prioréno permettant d'alimenter la stratégie de pré-ciblage indicatif des bâtiments publics dont la rénovation doit être étudiée en priorité.

Concrètement, cet accompagnement premium prendra plusieurs formes :

1. **Prise en charge, mise en qualité et facilitation de l'intégration par la Banque des Territoires des données d'autorisation d'accès mises à disposition par chaque ville adhérente bénéficiant de Prioréno.** Ces villes adhérentes pourront ainsi bénéficier
  - a. d'un **accès simplifié au dispositif Prioréno ; sous au plus deux semaines** après réception de l'ensemble des pièces justificatives nécessaires à cette fin ;
  - b. de la **création accélérée des comptes individuels** sur la plateforme Banque des Territoires pour pouvoir bénéficier du dispositif Prioréno.
2. **Accompagnement spécifique dans la prise en main de l'outil Prioréno** dans sa version telle qu'elle sera disponible sur la durée de la présente convention (la stratégie de déploiement par versions successives conduira par nature les fonctionnalités à évoluer sur cette période) ;
3. **Prise en compte, dans la mesure du possible, des données de surfaces OPERAT** communiquées dans le cadre de cette opération ;
4. **Mise à disposition en primeur des données de potentiel d'installation photovoltaïque au SMOYS** pour l'ensemble des bâtiments pour lesquels leurs collectivités adhérentes auront intégré Prioréno ; et prise en compte des recommandations du SMOYS dans la meilleure façon de mettre ces données à disposition dans Prioréno ;
5. **Présentation de l'ensemble des offres de financement adaptées aux ambitions de rénovation des collectivités adhérentes**, en prêts de long terme, en intracting et en apport de fonds propres.
6. **Mise à disposition, tous les 3 mois, au SMOYS, de l'ensemble des autorisations d'accès aux données Enedis et GRDF** qui auront été récoltées auprès de ses collectivités adhérentes, lui permettant d'en bénéficier avec une recharge des durées d'accès aux données (limitées à 2 ans, donc permettant un gain administratif substantiel au SMOYS).

## ARTICLE 4 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

### 4.1. Propriété des apports

Chaque partie demeure, selon le cas, propriétaire de tous les droits de propriété intellectuelle sur ses apports ou détentrice des droits de propriété intellectuelle qui lui permettent de mettre à disposition ses apports.

La convention n'entraîne aucun transfert de droit de propriété intellectuelle de la partie qui les met à disposition au profit des autres parties, à l'exception d'un droit d'utilisation temporaire et limité comme indiqué à l'article 5.1, ci-après.

## 4.2. Propriété des résultats

Les parties ont prévu la répartition des résultats tel que ci-après détaillé : Les résultats générés dans le cadre de la convention sont la propriété exclusive de la Caisse des Dépôts.

## 4.3. Respect des droits des parties

Chaque partie s'engage à ne rien faire qui puisse porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle des autres parties sur les apports et les résultats.

## ARTICLE 5 - DROIT D'UTILISATION ET D'EXPLOITATION DES RESULTATS

Les parties autorisées à exploiter les résultats du projet sont :

- La Caisse des Dépôts, disposant des droits associés aux bases de données sur le bâti portant sur l'intégralité du territoire national.
- Chaque collectivité adhérente souscrivant au service Prioréno, pour le périmètre concernant sa commune.
- Le SMOYS, pour l'ensemble des collectivités adhérentes souscrivant au dispositif Prioréno. Cet accès sera par nature conditionné à la disponibilité de la fonctionnalité qui fera l'objet d'arbitrages en fonction du nombre de syndicats souhaitant en bénéficier.

En contrepartie de la contribution d'Enedis et de GRDF, le SMOYS et la Caisse des Dépôts autorisent expressément Enedis et GRDF à communiquer sur leur apport à ce dispositif et en particulier sur les apports pour ce qui concerne le SMOYS et ses collectivités adhérentes souscrivant à Prioréno.

## 5.3. Obligation de restitution

Chaque partie s'engage à restituer ses apports à la partie qui les a fournis, dans les meilleurs délais à compter du terme de la convention, et à n'en conserver aucune copie.

## ARTICLE 6 - CONFIDENTIALITÉ

La partie réceptrice s'interdit d'utiliser les Informations Confidentielles de la partie émettrice pour toute autre fin que la réalisation du projet. La partie réceptrice s'interdit également de divulguer les Informations Confidentielles de la partie émettrice à tout tiers et à toute personne, parmi ses mandataires sociaux et ses employés, autre que celles qui ont besoin d'en avoir connaissance aux fins de la réalisation du projet, sauf accord préalable de la partie émettrice. La partie réceptrice garantit le respect par ses associés, ses mandataires sociaux et ses employés de la présente obligation de confidentialité et de non-utilisation.

La présente obligation de confidentialité ne concerne pas les informations :

- qui étaient déjà licitement en la possession de la partie réceptrice avant leur divulgation par la partie émettrice;
- qui auraient été fournies à la partie réceptrice de façon non fautive et licite par un tiers;
- qui étaient tombées ou tomberaient dans le domaine public de façon non fautive et licite;
- que la partie réceptrice serait obligée de divulguer par une obligation légale ou une décision de justice exécutoire mais seulement dans la limite de ce qui est nécessaire au respect de cette obligation légale ou décision de justice et sous réserve d'avoir informé la partie émettrice par écrit dans le plus bref délai à compter de la connaissance de cette obligation de divulgation.

La présente obligation de confidentialité s'appliquera pendant toute la durée de la convention et se poursuivra au-delà pendant une durée de cinq (5) ans.

## **ARTICLE 7 - COMMUNICATIONS**

Il est convenu que la communication qui sera faite à l'externe autour des travaux et dispositifs associés aux résultats du projet devront en citer chacune des parties.

Les parties s'engagent à respecter et mettre en œuvre les obligations applicables en matière de communication prévues en annexes.

## **ARTICLE 8 - RESPONSABILITÉ ET EXCLUSION DE GARANTIE**

Chaque partie est seule responsable du respect des lois et des règlements applicables à son activité et à sa participation au projet.

Chaque partie met ses apports à disposition en l'état. Chaque partie utilise les apports d'une autre partie, dans les conditions de la convention, à ses risques et périls.

## **ARTICLE 9 - PROTECTION / SECURITE DES DONNEES**

Toute partie ayant reçu des DCP dans le cadre de la réalisation du projet s'engage à respecter les dispositions légales et réglementaires applicables en matière de protection des données à caractère personnel (et notamment à assurer la sécurité, la confidentialité et l'intégrité de ces données).

Chaque partie s'engage à signaler dans les plus brefs délais à la partie émettrice des données de toute violation et/ou de toute fuite de ces données.

En leur qualité de gestionnaires du réseau de distribution mais également de responsables de traitement au sens de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (dite loi « Informatique & Libertés »), Enedis et GRDF assurent la protection des DCP mais aussi des ICS (en application du code de l'énergie) de leurs clients.

## **ARTICLE 10 – MODALITES FINANCIERES**

Compte tenu de la nature du service, la convention est conclue à titre gratuit.

## **ARTICLE 11 - DURÉE**

La présente convention entre en vigueur le jour de sa signature ; et pour une durée de 9 mois à compter de cette signature. Les dispositions des articles 4, 5.3, 6 et 7 survivront au terme de la convention pour la durée qui y est précisée le cas échéant.

## **ARTICLE 12- RESILIATION**

Chaque partie a la faculté de résilier à tout moment la convention, sous réserve d'un préavis de deux (2) mois, en cas de manquement grave et/ou répété des obligations prévues par la convention. Les parties conviennent qu'une atteinte aux dispositions relatives à la confidentialité et à l'usage des DCP et ICS constitue un manquement grave susceptible de donner lieu à la résiliation de la convention par une partie. La partie qui entend résilier la convention doit adresser à l'autre partie une notification écrite par lettre recommandée avec

avis de réception. La résiliation de la convention, pour quelque motif que ce soit, n'ouvrira droit au versement d'aucune indemnité ou dommages-intérêts au bénéfice de l'une ou l'autre partie.

### ARTICLE 13 - LOI APPLICABLE - LITIGES

La présente convention partenariale est régie par la loi française.

En cas de contestation relative à l'interprétation ou l'exécution de la convention, les parties s'engagent à se rencontrer et à mettre en œuvre tous les moyens pour résoudre cette contestation de façon amiable.

A défaut d'accord amiable entre les parties dans un délai de trente (30) jours calendaires, en cas de contestation sur l'interprétation ou l'application des présentes, tout différend sera soumis aux tribunaux compétents de second degré de Paris.

Fait à Paris, le    septembre 2024 en autant d'exemplaires originaux que de parties

<b>Pour la Caisse des Dépôts</b> Richard CURNIER	<b>Pour le SMOYS</b> Xavier DUGOIN
<b>Pour GRDF</b> XX	<b>Pour ENEDIS</b> XX





## Annexe 1 : Modèle d'autorisation de communication à un tiers des données d'un ou plusieurs sites de consommation raccordés au réseau public de distribution

Avertissement sur les obligations et responsabilités : les informations issues des points de comptage et d'estimation gaz naturel (PCE) pour GRDF et des Points Référence Mesure (PRM) pour Enedis constituent des informations commercialement sensibles ainsi que des données à caractère personnel, au sens des dispositions des articles L.111-76 et suivant du Code de l'énergie et du décret n°2004-183 du 18 février 2004 relatif à la confidentialité des informations détenues par les opérateurs exploitant des ouvrages de transport, de distribution ou de stockage de gaz naturel ou d'électricité.

La Banque des Territoires, GRDF et Enedis préservent la confidentialité de ces données et les communiquent au client consommateur final ou à son mandataire à sa demande (ici désigné comme demandeur).

Je soussigné :

### CLIENT TITULAIRE DU CONTRAT DE FOURNITURE

#### Identification du Client :

Collectivité locale (commune, département, ...) ☐ EPCI (syndicat de gestion...) ☐

Dénomination sociale : XXX

N° d'identification (SIRET) : xxx

Adresse : XXX

Code Postal : XXX

Commune : XXXX

#### Identification du représentant du Client :

M. ☐ Mme. ☐

Nom :

Téléphone :

Adresse professionnelle :

Courriel :

**Le signataire du présent formulaire déclare être dûment habilité par le client pour la signature du présent document**

Tiers	
<b>Identification du Tiers : CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION</b>  Dénomination sociale : CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION  N° d'identification (SIRET) : 180 020 026 0001  Forme juridique : Etablissement spécial  Adresse : 56 rue de Lille  Code Postal : 75007 Paris	<b>Identification du Tiers : SYNDICAT MIXTE ORGE YVETTE SEINE POUR L'ELECTRICITE ET LE GAZ (SMOYS)</b>  Dénomination sociale : Syndicat Mixte Orge Yvette Seine Pour l'Electricité et le Gaz (SMOYS)  N° d'identification (SIRET) : 259 102 457 00027  Forme juridique : Etablissement public syndicat mixte communal  Adresse : PLACE ROGER PERRIAUD  Code Postal : 91700 - Sainte-Geneviève-des-Bois

Par la signature de ce document, le Client autorise expressément les Tiers à demander et à recevoir communication auprès :

- D'ENEDIS, SA à directoire et à conseil de surveillance, au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au R.C.S. sous le numéro 444 608 442 et dont le siège social est situé Tour Enedis, 34 Place des Corolles, 92070 Paris La Défense Cedex ;
- De GRDF, SA, au capital de L 800 745 000 euros, immatriculée au R.C.S. sous le numéro 444 786 511 et dont le siège social est situé 6 rue de Condorcet, 75009 Paris ;
- De l'ADEME ou du SYNDICAT MIXTE ORGE YVETTE SEINE POUR L'ELECTRICITE ET LE GAZ (SMYOS) l'accès à l'ensemble des informations relatives au bâti ayant fait l'objet d'une déclaration OPERAT pour le seul usage d'alimentation du dispositif Prioréno ;
- RTE/GRTgaz et Entreprises Locales de Distributions (ELD) d'électricité ou gaz naturel ;
- Des fournisseurs d'Electricité et de gaz naturel, de Réseau de chaleur ou de froid, de fioul, de gaz propane, d'eau.

1. En ce qui concerne les données suivantes, sous réserve de leur disponibilité :

- Liste des Références des Points de Livraison (RAE/PRM/PCE/Réf PDL) et de leurs caractéristiques géographiques et administratives complètes (adresse, compte de facturation) ;
- L'historique des consommations, en kWh, du site (puissances atteintes et dépassements de puissance) et/ou en m3 et/ou en L ;
- L'historique des relevés d'index quotidiens, en kWh et/ou en m3 et/ou en L, et la puissance maximale quotidienne, en kVA ou kWh, du site ;
- Les données techniques et contractuelles disponibles du site.

2. Des informations nécessaires à l'activation des points 10min ou 30min pour l'électricité :

Usage des données (conseil énergétique, études, ...) : Dispositif PrioRéno - Outil d'aide à la décision et à la priorisation de la rénovation.

La présente autorisation ne peut être cédée. Elle est consentie pour une durée de 24 mois à compter de sa date de signature.

Le Client accepte expressément que ses données personnelles soient conservées par les Tiers et/ou ENEDIS et/ou GRDF et/ou RTE et/ou GRT Gaz et/ou l'ELD et/ou tout autre fournisseur, à des fins de gestion et de traçabilité.

Conformément au règlement européen relatif à la protection des données à caractère personnel n°2016/679 du 27 avril 2016 (RGPD) et à la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles et portant modification de la loi informatique et Libertés du 6 janvier 1978, le Client dispose d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition pour motifs légitimes sur l'ensemble des données le concernant qu'il peut exercer sur simple demande auprès du Tiers et/ou d'Enedis, 34 place des Corolles, 92079 Paris La Défense Cedex et/ou de Grdf 6 rue de Condorcet, 75009 Paris et/ou RTE et/ou l'ELD et/ou tout autre fournisseur.

Pour les N° PCE/PRM concerné(s) : joindre la liste des adresses ou PCE/PRM

Lieu / Date
Fait à :
Le :

Signature du représentant du titulaire du contrat de fourniture + cachet du titulaire le cas échéant

Annexe 2 : Recensement des PRM par la Collectivité



Prioreno\_liste\_des\_p  
oints\_de\_livraison.xlsx

n_prm_electricite	n_pce_gaz	libelle_du_site	categorie_d_etablissement	adresse	surface_reelle	code_insee	code_postal	commune	latitude	longitude	top_localisation_precise
12345678987654	GI123456	Libelle exemple	Science et enseignement	10 rue des ecoles	950	75113	75013	PARIS	48.84136371478957	2.36807924870761	1

### ANNEXE 3

#### Notice relative à la communication

##### **Communication par Enedis, GRDF et/ou le SMOYS et villes adhérentes souscrivant à Prioréno**

Toute action de communication, écrite ou orale, menée par Enedis, GRDF et/ou **le SMOYS et ses collectivités adhérentes souscrivant à Prioréno** désignée et impliquant la Caisse des Dépôts fera l'objet d'un accord de principe par cette dernière. La demande lui sera soumise dans un délai de dix (10) jours ouvrés. La Caisse des Dépôts s'engage à répondre dans un délai de sept (7) jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

Le format, le contenu et l'emplacement de ces éléments seront déterminés d'un commun accord entre les parties, en tout état de cause, leur format sera au moins aussi important que celui des mentions des éventuels autres partenaires d'Enedis, GRDF et/ou **le SMOYS et ses collectivités adhérentes souscrivant à Prioréno**. De manière générale, Enedis, GRDF et le SMOYS ainsi que ses collectivités adhérentes souscrivant à Prioréno s'engagent, dans l'ensemble de leurs actions de communication, d'information et de promotion à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée de la Caisse des Dépôts.

La Caisse des Dépôts pourra, pendant ce délai de sept (7) jours, demander des modifications ou s'opposer à toute communication qu'elle estimera de nature à porter atteinte à son image ou à sa renommée.

Toute utilisation, représentation ou reproduction des signes distinctifs de la Caisse des Dépôts par Enedis, GRDF et/ou **le SMOYS et ses collectivités adhérentes souscrivant à Prioréno**, non prévue par le présent article, est interdite.

Aux seules fins d'exécution et pour la durée des obligations susvisées, la Caisse des Dépôts autorise Enedis, GRDF et/ou **le SMOYS et ses collectivités adhérentes souscrivant à Prioréno** dans le cadre de la Convention, à utiliser :

- la marque française semi-figurative « Banque des Territoires Groupe Caisse des Dépôts » n° 19/4.524.153 (version identitaire du logotype Banque des Territoires)
- et en cas de contraintes techniques, et dans ce seul cas, la version carrée du logotype Banque des Territoires à savoir la marque française semi-figurative « Banque des Territoires & logo » n° 18/4.456.087, conformément aux représentations jointes en annexe. La Caisse des Dépôts autorise ainsi en outre Enedis, GRDF et/ou **le SMOYS et ses collectivités adhérentes souscrivant à Prioréno** à utiliser dans ce cadre, la marque française semi-figurative « Groupe Caisse des Dépôts et logo » n°19/4.519.996.

A l'extinction des obligations susvisées, Enedis, GRDF et/ou le SMOYS et ses collectivités adhérentes souscrivant à Prioréno s'engagent à cesser tout usage des marques susvisées et des signes distinctifs de la Caisse des Dépôts, sauf accord exprès contraire écrit.

##### **Communication effectuée par la Caisse des Dépôts**

Toute action de communication, écrite ou orale, impliquant Enedis, GRDF et/ou le SMOYS et ses collectivités adhérentes souscrivant à Prioréno fera l'objet d'un accord de principe par Enedis, GRDF et/ou le SMOYS et ses collectivités adhérentes souscrivant à Prioréno. La demande sera soumise à Enedis, GRDF et/ou le SMOYS et ses collectivités villes adhérentes souscrivant à Prioréno dans un délai de dix (10) jours ouvrés. Enedis, GRDF et/ou le SMOYS et ses collectivités adhérentes souscrivant à Prioréno s'engagent à répondre dans un délai de sept (7) jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

Enedis, GRDF et/ou le SMOYS et ses collectivités adhérentes souscrivant à Prioréno, pourront, au cours du délai de réponse qui lui/leur revient, demander des modifications ou s'opposer à toute communication qu'elle(s) estimera (ont) de nature à porter atteinte à son/leur image.

A l'extinction des obligations susvisées, la Caisse des Dépôts s'engage à cesser tout usage des marques susvisées et des signes distinctifs de Enedis, GRDF et/ou le SMOYS et ses collectivités adhérentes souscrivant à Prioréno, sauf accord exprès contraire écrit.

De manière générale, la Caisse des Dépôts s'engage, dans l'ensemble de ses actions de communication, d'information et de promotion, à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée d'Enedis, GRDF et le SMOYS et ses collectivités adhérentes souscrivant à Prioréno.

Dans ce cadre, Enedis, GRDF et le SMOYS et ses collectivités adhérentes souscrivant à Prioréno autorise expressément la Caisse des Dépôts à utiliser la marque / Logo d'Enedis, de GRDF et/ou le SDET et ses collectivités adhérentes souscrivant à Prioréno tels que reproduits en annexe.

**Annexe 4 :****Logotype de la Banque des territoires groupe Caisse des Dépôts**

- Le logo identitaire est le bloc-marque (n°19/4.524.153)



Sa hauteur minimum : 13 mm du haut au bas de l'hexagone.

Son espace de protection : il est intégré dans le logo (filet) et doit impérativement être respecté.

Il ne doit être ni altéré, ni déformé. C'est un ensemble immuable.

- Il existe un autre format : le logo carré (n°18/4.456.087)



Sa longueur minimum : 20 mm (du G de GROUPE au S de DÉPÔTS).

Son espace de protection : il est intégré dans le logo (filet) et doit impérativement être respecté.

Il ne doit être ni altéré, ni déformé. C'est un ensemble immuable.

Marque et logotype de la Caisse des Dépôts : n°19/4.519.996



Ce logotype se caractérise par les éléments suivants :

- Le logo existe uniquement en version rouge (Pantone 485 C) ou en version noire (Pantone Black C)
- La taille minimale du logo est de 15 mm, ce qui préserve la visibilité et la lisibilité de la médaille.



**Annexe 5****Logotype d'Enedis****Logotype de référence**

Le logotype est exclusivement composé du lettrage « Enedis » dessiné spécifiquement pour la marque. La version de référence à privilégier est bicolore : bleu et vert sur fond blanc.

**Zone de protection du logotype**

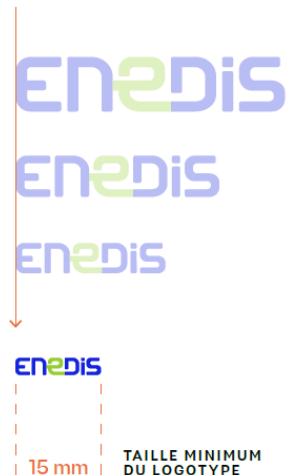
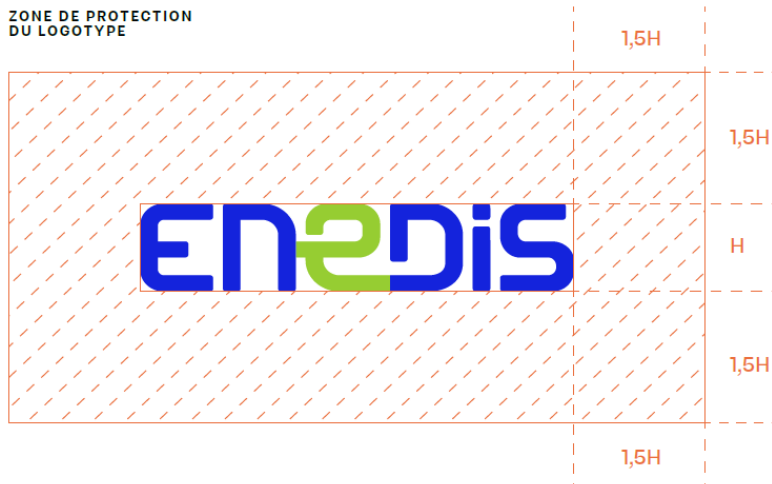
Afin de respecter l'intégrité et la lisibilité du logotype, il est nécessaire de toujours respecter un espace de respiration dans lequel aucun élément graphique (texte ou image) ne doit intervenir.

Cette zone détermine également la distance minimale du logotype par rapport aux limites d'un support.

**Taille minimum du logotype**

Il est important de ne jamais utiliser le logotype en dessous de cette taille pour garantir la lisibilité de celui-ci.

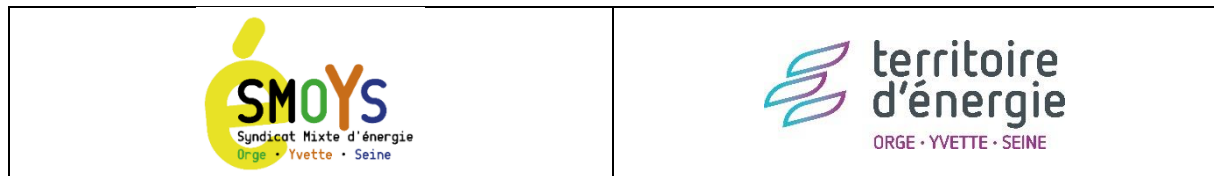
ZONE DE PROTECTION  
DU LOGOTYPE



## Annexe 6

### Logotype du SMOYS

Les logos identitaires sont :



Le logotype SMOYS est composé de deux éléments indissociables :

- Le bloc marque SMOYS
- Le bloc marque « Territoire d'énergie »

Il ne doit être ni altéré, ni déformé.

Le logotype s'inscrit autour de sept couleurs principales qui constituent le repère identitaire de la marque. Ces couleurs, et uniquement celles-ci, doivent être utilisées sur l'ensemble des supports de communication.

## Annexe 7

Logotype de GRDF

Les logos identitaires sont :

**Deux versions du logotype GRDF existent**

- le logo avec descripteur, version officielle et qui doit être privilégiée

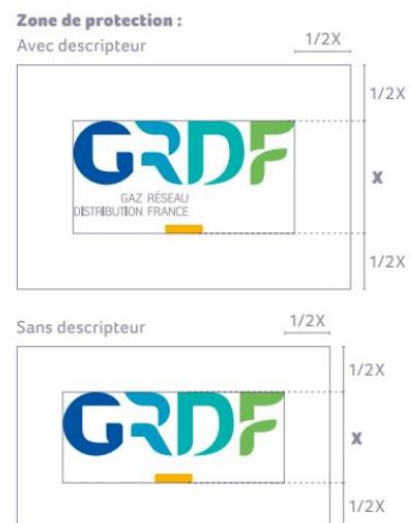


- le logo sans descripteur, à utiliser principalement pour des raisons de lisibilité ou de marquage difficile, type ORP (Objets de Relations Publiques) et avec l'accord de la Direction de la communication et du digital de GRDF.

**La zone de protection et la taille minimale des différentes versions du logo**

X est la mesure de référence pour tout placement du logotype (X correspondant à la hauteur du logo). Il servira à en déterminer le positionnement exact selon les différentes applications.

Une zone de protection autour du logotype correspondant à  $1/2 X$  minimum doit être respectée et ne peut contenir aucun texte.



Le logotype avec descripteur ne peut être imprimé en dessous d'une taille minimale de 14 mm.

Avec descripteur



Le logotype sans descripteur ne peut être imprimé en dessous d'une taille minimale de 6 mm.

Sans descripteur

